



Séance du 19 juillet 2021

ADMINISTRATION COMMUNALE

5330 ASSESSE

**Présents :**

Madame Caroline DAWAGNE, Conseillère - Présidente;  
Monsieur Jean-Luc MOSSERAY, Bourgmestre;  
Madame Nadia MARCOLINI, Monsieur Paul-Bernard LESUISSE,  
Madame Sylviane QUEVRAIN, Monsieur Julien DELFOSSE, Échevins;  
Monsieur Marc PIERSON, Monsieur Gauthier COOPMANS, Madame  
Marie BODSON, Monsieur Roger FRIPPIAT, Madame Dominique RAES,  
Conseillers;  
Madame Valentine ROSIER, Directrice Générale;

**Excusés :**

Monsieur Vincent WAUTHIER, Président du CPAS;  
Monsieur Sébastien HUMBLET, Monsieur Valéry GREGOIRE, Monsieur  
Gilles GRAINDORGE, Monsieur Benjamin LEYDER, Madame Marielle  
MERCIER, Madame Maria-Gina CRISTINI, Conseillers;

**OBJET : Gestionnaire de réseaux de distribution d'électricité - Appel à candidatures - Décision**

Le Conseil Communal,

En séance publique,

Vu le Code de la démocratie et de la décentralisation, spécialement son article L1122-20;

Vu le Décret du 14 décembre 2000 pour tant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, faite à Strasbourg, le 15 octobre 1985, et spécialement son article 10;

Vu le Décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, spécialement son article 10 relatif à la désignation des gestionnaires de réseau de distribution qui en précise les conditions, en particulier la nécessité pour la commune de lancer un appel public à candidats sur la base d'une procédure transparente et non discriminatoire et sur la base de critères préalablement définis et publiés;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux;

Vu l'avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz du 10 février 2021 publié par le Ministre de l'Énergie au Moniteur belge en date du 16 février 2021;

Considérant que la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz arrive à échéance en 2023 et que les mandats des gestionnaires de réseau de distribution doivent dès lors être renouvelés pour une nouvelle période de vingt ans; que dès lors la commune doit lancer un appel public à candidatures;

Que les communes peuvent initier un tel appel à candidatures de manière individuelle ou collective;

Considérant qu'à défaut de candidature régulière, le mandat du gestionnaire de réseau peut être renouvelé pour un terme de vingt ans maximum à dater du lendemain de la fin du mandat précédent;

Considérant que les communes proposent à la CWaPE un candidat gestionnaire de réseau de distribution sur leur territoire dans un délai d'un an à dater de l'appel à renouvellement, à savoir au plus tard le 16 février 2022;

Considérant que ni le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, ni l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux, ni l'avis de renouvellement susmentionné ne définissent précisément les critères qui doivent être pris en compte pour la sélection d'un gestionnaire de réseau de distribution;

Considérant que ces textes visent uniquement l'obligation pour les gestionnaires de réseau de distribution de répondre aux conditions de désignation et disposer de la capacité technique et financière pour la gestion du réseau concerné, comme indiqué par la CWaPE dans son avis relatif à la procédure de renouvellement;

Considérant que la commune doit dès lors ouvrir à candidature la gestion de son réseau de distribution d'électricité sur la base de critères objectifs et non discriminatoires de nature à lui permettre d'identifier le meilleur candidat gestionnaire de réseau de distribution pour son territoire;

Considérant que la commune devra disposer des offres des gestionnaires de réseau de distribution qui se portent candidat dans un délai lui permettant:

- de réaliser une analyse sérieuse de ces offres
- d'interroger si besoin les candidats sur leur offre
- de pouvoir les comparer sur la base des critères préalablement définis dans le présent appel et
- de prendre une délibération motivée de proposition d'un candidat et ce, en vue de pouvoir notifier une proposition à la CWaPE au plus tard le 16 février 2022;

PAR CES MOTIFS,

Sur proposition du Collège communal,

APRES EN AVOIR DELIBERE ;

**Décide, à l'unanimité,**

**Article 1.** : D'initier un appel à candidature en vue de sélectionner un candidat gestionnaire de réseau de distribution pour la gestion de la distribution d'électricité sur son territoire.

**Article 2.** : De définir les critères objectifs et non discriminatoires suivants qui devront obligatoirement être détaillés dans les offres des candidats intéressés afin que la ville/commune puisse comparer utilement ces offres :

- La stratégie du candidat en faveur de la transition énergétique  
Les candidats remettront un dossier expliquant la stratégie envisagée dans le cadre de la transition énergétique. Ce dossier comprendra un maximum de 30 pages.
- La capacité du candidat à garantir la continuité de ses missions de service public  
Les candidats devront détailler, par tous les moyens utiles, qu'ils disposent de la taille suffisante par rapport à l'ambition dont ils font preuve quant à la procédure de renouvellement. Le rapport taille/ambition devra ainsi permettre au Conseil communal de déterminer si le candidat dispose des capitaux, de l'organisation, des ressources humaines (liste non exhaustive) suffisants pour rencontrer les exigences liées aux marchés communaux ainsi envisagés.
- La qualité des services d'exploitation du/des réseaux et des services de dépannage du candidat  
Les candidats devront détailler la manière avec laquelle leurs services sont organisés et ce, en reprenant les critères suivants (liste exhaustive) conformes aux statistiques remises annuellement à la CWaPE :

A. *Durée des indisponibilités en Moyenne Tension (Heure/Minute/seconde) :*

- i. La durée des interruptions d'accès non planifiés et ce, en 2017, 2018 et 2019.

- B. *Interruptions d'accès en basse tension* :
  - i. Nombre de pannes par 1000 EAN
  - ii. Nombre de pannes par 100 km de réseau (basse tension) et ce, pour 2017, 2018 et 2019
  
- C. *Plaintes relatives à la forme d'onde de tension en basse tension* :
  - i. Nombre total de plaintes reçues par 1000 EAN (basse tension) et ce, en 2017, 2018 et 2019
  
- D. *Offres et raccordements* :
  - i. Nombre total d'offres (basse tension)
  - ii. Pourcentage des dossiers avec dépassement de délai ayant pour cause le GRD et ce, pour 2017, 2018 et 2019
  - iii. Nombre total de raccordements (basse tension)
  - iv. Pourcentage des dossiers avec dépassement de délai ayant pour cause le GRD et ce, pour 2017, 2018 et 2019
  
- E. *Coupures non programmées* :
  - i. Nombre total de coupures non programmées par 1000 EAN (basse ou moyenne tension) et ce, pour 2017, 2018 et 2019
  - ii. Temps moyen d'arrivée sur site et ce, pour 2017, 2018 et 2019
  - iii. Temps d'intervention moyen et ce, pour 2017, 2018, et 2019

- Les services proposés par le candidat aux utilisateurs du réseau de distribution

Les candidats devront détailler les services qu'ils proposent aux usagers de leurs réseaux et ce, en précisant *a minima* :

- Les bureaux d'accueil accessibles pour les usagers ;
- Les créneaux horaires d'ouverture de ceux-ci ;
- L'éventail des moyens de communication mis à disposition des utilisateurs

- Les informations financières au terme des années 2020, 2019 et 2018 :

- La part des fonds propres du GRD ;
- Les dividendes versés aux actionnaires ;
- Les tarifs de distribution en électricité et gaz.

- Audition préalable au sein du Conseil communal

Le Conseil communal se réserve le droit d'entendre les candidats ayant remis un dossier de candidature et ce, avant l'adoption de la décision visant à proposer un candidat. Cette audition a pour objectif d'entendre les explications des candidats quant au respect des critères susmentionnés. Celle-ci peut se faire en séance publique du Conseil communal ou en commission (telle que visée par l'article L1122-34 du CDLD).

**Article 3.** : De fixer au 15 octobre 2021 la date ultime de dépôt des offres des candidats intéressés. Sous peine d'irrecevabilité, les offres "papier", accompagnées d'une version numérique sur clef USB sont adressées au Collège Communal, Esplanade des Citoyens, 4 à 5330 ASSESSE:

- Soit par courrier postal (le cachet de la poste faisant foi)
- Soit déposé contre récépissé auprès des services de l'Administration communale

**Article 4.** : De fixer au 15 novembre 2021 la date ultime d'envoi des réponses complémentaires des candidats intéressés aux questions de la commune sur leurs offres. Les réponses complémentaires des candidats intéressés, établies sur papier et clef usb, devront être adressées:

- Soit par courrier postal (le cachet de la poste faisant foi)
- Soit déposé contre récépissé auprès des services de l'Administration communale

**Article 5.** : De publier l'annonce telle que reprise en annexe 1 de la présente délibération sur le site internet de la commune

**Article 6.** : De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait en séance susmentionnée

Par le Conseil Communal,

La Directrice Générale,

(s) Valentine ROSIER.

(s)

Pour extrait conforme,

La Directrice générale.,

V. ROSIER

Le Bourgmestre,  
JL. MOSSERAY